

BUDGET 2012

un new deal
écologique
et social

LE CONTRE BUDGET
d'Eva Joly

joly2012.fr



Notre budget 2012 ne parie pas sur le retour d'une hypothétique croissance. Mais il jette les bases d'une prospérité partagée.

Un budget de transformation écologique

Le budget 2012 que nous proposons permet de mobiliser 14 milliards d'euros supplémentaires en faveur de la conversion écologique de notre économie. Ces investissements créeront à court terme 300 000 emplois, amélioreront notre qualité de vie, diminueront notre facture énergétique et notre vulnérabilité tant au nucléaire qu'au pétrole.

Le budget d'une France plus juste

Pour les Français les moins aisés, notre budget c'est moins de taxes et plus d'aides et de services. Augmentation du RSA, augmentation de l'allocation adulte handicapé, suppression des franchises médicales, compensation intégrale de la taxe sur les énergies non renouvelables... Pour les classes moyennes, notre budget c'est une très légère augmentation des impôts (taxe sur les énergies non renouvelables contre suppression progressive du forfait hospitalier) mais beaucoup plus de services : plus de place en crèches, plus de transports en commun, une meilleure alimentation pour les enfants à la cantine, plus d'aides pour isoler sa maison et faire des économies d'énergie...

Un budget au service d'une économie responsable

Les entreprises qui créent des emplois de qualité, qui n'utilisent pas les paradis fiscaux, qui investissent dans la conversion écologique seront plus aidées qu'aujourd'hui. Les autres le seront moins. Les PME pourront par exemple bénéficier

d'avantage du crédit d'impôt recherche et d'aides à l'amélioration des conditions de travail de leurs salariés.

Une réduction d'un point de PIB du déficit public en 2012

Contrairement au gouvernement et à François Hollande et Martine Aubry, nous ne pensons pas possible ni souhaitable une réduction des déficits à 3 % dès 2013. La crise des dettes souveraines ne doit pas mener à une politique d'austérité généralisée sous le coup de la panique. Par ailleurs, l'incertitude actuelle sur l'état de l'économie et de la finance mondiale rend aléatoire tout objectif chiffré de réduction du déficit présenté comme "irrévocable".

Pour autant la dette est largement issue des cadeaux fiscaux faits depuis 2000. Si les taux d'imposition étaient aujourd'hui ceux de l'an 2000 l'Etat percevrait 100 milliards de recettes en plus, soit plus que le déficit actuel ! Réduire le déficit par une politique ciblée d'augmentation d'impôts sur les plus riches est donc parfaitement juste et justifié.

Une hypothèse de taux de croissance du PIB de 0,8 %

En 2010 le gouvernement prévoyait une croissance de 2,25 %. Notre projet de loi de finances alternatif tablait dès octobre 2010 sur 1,5%. Nous avons raison puisque la croissance sera au mieux de 1,7 %. Pour 2012, le gouvernement parie sur une croissance de 1,75 % et les socialistes estiment qu'ils ne peuvent rien faire sans un taux de croissance de 2,5 %. Nous nous sommes dans le monde réel ! C'est pourquoi

nous prenons au contraire l'hypothèse de croissance la plus faible, à savoir 0,8 % (OFCE).

30 milliards de recettes nouvelles pour réduire le déficit et préserver notre modèle social

Réduire le déficit public (Etat et sécurité sociale) de 1 point de PIB en 2012 revient à diminuer ce déficit d'environ 20 milliards. Par ailleurs, la faible croissance implique de moindres rentrées fiscales et de plus grandes dépenses sociales. Le surcoût pour l'Etat est évalué à au moins 10 milliards.

Ces 30 milliards d'économies seront intégralement financées par les mesures suivantes : lutte contre la fraude dans les paradis fiscaux 8 milliards, suppression partielle de l'exonération de

l'impôt sur la fortune pour les biens professionnels: 5 milliards, instauration d'un impôt plancher de 17 % sur les bénéficiaires des entreprises: 5 milliards, retour à une fiscalité plus juste sur la succession des grands patrimoines 2,5 milliards, intégration des revenus du capital dans l'impôt sur le revenu: 2 milliards, forte taxation des revenus au-delà de 500 000 euros par an et plafonnement des niches fiscales: 3 milliards, mise sous conditionnalité sociale des exonérations de cotisations des entreprises: 4,5 milliards.

Nos propositions inversent la logique fiscale de la droite qui privilégie les classes les plus riches à travers des cadeaux fiscaux. La réduction du déficit peut se faire progressivement sans impact sur notre modèle social et nos services publics, et même au bénéfice des classes populaires et des classes moyennes.

QUELQUES CHOIX SYMBOLIQUES

Un tiers de la recette lié à la suppression de la TVA à 5,5% dans la **restauration** pour financer la **création de 20 000 postes d'enseignants**

500 millions issus de la suppression du crédit d'impôt sur les **agro-carburants** pour financer la **généralisation de la nourriture de qualité** dans les cantines scolaires

1 milliard de surtaxation des profits issus de la **rente pétrolière et gazière** pour **financer l'isolation haute qualité** de l'équivalent de 315 000 logements

2 milliards d'économies sur le **crédit d'impôt recherche** abusivement utilisé par les grandes entreprises pour **financer la recherche publique** et notamment 5 000 postes de chercheurs et leurs équipes

LES GRANDS ARBITRAGES DU BUDGET VERT

36,4 milliards pour préparer l'avenir et protéger notre modèle social: dont 14 milliards pour l'environnement, 12 milliards pour la jeunesse et la solidarité, 8 milliards pour les services publics

43% des recettes supplémentaires affectées à la réduction des déficits et 57% aux investissements d'avenir et dans la solidarité

DÉPENSES

- +36,4 milliards d'investissements d'avenir
- 3 milliards de dépenses anti-écologiques
- 10,5 milliards d'allègements de cotisations
- 3 milliards liés à la suppression de la TVA pour la restauration
- 2 milliards de dépenses militaires

= +17,9 milliards de dépenses

RECETTES

- +14,5 milliards liés à la fiscalité écologique
- +23,8 milliards d'impôts (revenu, patrimoine, entreprises)
- +8 milliards liés à la lutte contre les paradis fiscaux et la fraude fiscale
- +1,6 milliards de recettes diverses

= +47,9 milliards de recettes

**= 30 MILLIARDS
POUR RÉDUIRE LE DÉFICIT**

LES GRANDES RÉFORMES : LES DÉPENSES

Un fonds de conversion écologique pour investir dans une économie durable : 14 milliards

- Isoler **150 000** logements BBC en 2012 pour atteindre un rythme annuel d'un million en 2020, et tripler les programmes de lutte contre la précarité énergétique: **1 milliard**
- Atteindre en 2013 l'objectif du Grenelle en 2020 pour le développement des réseaux de chaleur : **800 millions**
- Aide aux ménages (notamment kits premières économies) et aux entreprises sous forme de chèques verts : **5 milliards**
- Aider l'innovation verte et la reconversion des sites et des salariés : **1,5 milliards**
- Démarrer un plan immobilier BBC universitaire, sans les restrictions du plan campus et sans PPP : **1 milliard**
- Développer les transports alternatifs à la voiture et aux camions : **4 milliards**
- Défisicalisation du LDD : **500 millions**
- Aider à la conversion en agriculture biologique : **200 millions**

Investir vert : un choix rentable

Une grande partie des investissements verts sont rentables car le remboursement des prêts est gagé sur les économies d'énergie réalisées. L'enjeu est donc de mobiliser l'épargne des Français-es à travers des produits financiers réglementés et fléchés vers les investissements verts pour lesquels le coût pour l'Etat est limité à la défiscalisation et à la bonification. L'actuel Livret de Développement Durable sera déplafonné et son usage sera réservé au financement des projets verts des ménages comme des entreprises ou des collectivités locales.

Investir dans la solidarité : 7,9 milliards

- Augmenter de plus de 25% le RSA socle (de 467 euros à 600 euros par mois) : **2 milliards**
- Augmenter l'AAH (743 euros) pour atteindre le Smic en 5 ans : **500 millions**.
- Rétablir la retraites à 60 ans pour éviter la double peine pour les catégories populaires : **1 milliard**
- Construire 150 000 logements sociaux BBC pour commencer à résorber la crise du logement : **2 milliards**
- Atteindre en deux ans les 0,7 points de PIB pour l'aide au développement et améliorer la qualité de l'aide en supprimant les dépenses inutiles comme les "éléphants blancs" : **2,4 milliards**

Investir dans la jeunesse: 4 milliards

- Plus aucun jeune en dessous du seuil de pauvreté en 5 ans. En 2012 un premier pas vers une allocation autonomie pour les jeunes de 15 à 25 ans sera fait en accordant un revenu minimum de 600 euros aux jeunes en difficulté d'insertion : **4 milliards**

Investir dans l'éducation dès la petite enfance : 3,8 milliards

- Aucun enseignant sans formation pédagogique avant de se retrouver face à une classe. Rétablir l'année de formation initiale des enseignants : **300 millions d'euros**
- Engager en deux ans un plan de recrutement de **20 000 postes** d'enseignants et d'encadrants pour arrêter la dégradation de l'enseignement public et 5 000 postes en maternelles; construction d'établissements scolaires supplémentaires: **1 milliard**
- Permettre la scolarisation des enfants en maternelle des deux ans en donnant la priorité aux ZEP : **500 millions**
- Introduire un plan crèches pour créer 400 000 places de crèches en 5 ans : **2 milliards**

Investir dans la santé : 4,6 milliards

- Supprimer les franchises médicales : **900 millions**
- Etendre la CMU complémentaire à 1,5 millions de personnes supplémentaires : **700 millions**
- Supprimer le "forfait 30 euros" pour les bénéficiaires de l'AME : **6 millions**
- Diminuer le forfait hospitalier de 18 à 10 euros pour aller vers sa suppression : **800 millions**
- Rétablir le soutien aux complémentaires santé : **1 milliard**
- Renforcer les moyens liés à la prévention via des fonds décentralisés : **250 millions**
- Lancer un vaste programme de santé alimentaire: **6 millions**
- Lutter contre la souffrance au travail via l'amélioration de la sécurité des conditions de travail • notamment dans les PME : **500 millions**
- Revalorisation des salaires du personnel hospitalier : **500 millions**

Et aussi : 2,1 milliards

- Arrêter la RGPP et supprimer la règle absurde du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux : **200 millions**
- Supprimer totalement la publicité sur le service public de l'audiovisuel : **650 millions**
- Création de 5000 postes de chercheurs, enseignants-chercheurs et personnels techniques dédiés à la recherche fondamentale : **250 millions**
- Soutenir les moyens de recherche des laboratoires, organismes et universités : **500 millions**
- Améliorer le statut des intermittents et développer le spectacle vivant : **400 millions**
- Mettre en place une loi cadre sur l'Economie sociale et solidaire : **100 millions**

LES GRANDES NÉGOCIATIONS DE 2012

HOPITAL

En mettant en place la tarification à l'acte (T2A) et la convergence entre les secteurs publics et privés, le gouvernement a plongé l'hôpital dans la crise et a dégradé les conditions de travail de ses personnels. Pressurisés par le manque de moyens et l'afflux d'usagers, les professionnels hospitaliers souffrent de devoir répondre à des objectifs de gestion sans lien avec la réalité de leur travail. Dès 2012, nous déciderons d'un moratoire sur la tarification à l'acte et nous reviendrons sur la convergence entre hôpital public et clinique privée.

ÉDUCATION

Pour stopper la dégradation du service public de l'éducation et les conditions de travail des enseignants et des personnels encadrants nous embaucherons 20 000 personnes. Mais l'éducation n'est pas seulement une question de moyens. Nous lancerons donc une grande consultation de la communauté édu-

cative portant aussi sur les méthodes pédagogiques, l'autonomie des établissements, le rôle des parents d'élèves avant de prendre d'autres décisions budgétaires pour les années suivantes.

DÉPENDANCE

La question du 4ème âge est un sujet de société. Nous lancerons un grand débat sur l'autonomie des personnes âgées, les conditions de leur maintien à domicile, les rôles respectifs de la société et de la famille pour aboutir à une loi en 2013 qui organisera et financera la prise en charge de la dépendance.

TRAVAIL

Nous lancerons dès l'été 2012 trois grandes négociations sur les retraites, la réduction du temps de travail et la formation tout au long de la vie. Ces trois négociations seront liées car elles concernent toutes l'articulation entre le temps passé à travailler et le temps libéré.

Au delà des questions techniques et financières, ce sera l'occasion de mener un grand débat sur la place du travail dans nos vies et dans la société. Sur les retraites nous avancerons le rendez vous prévu par la loi en 2013 pour remettre à plat la réforme tout en assurant la soutenabilité financière du régime par répartition incluant le retour à 60 ans budgété dès 2012. Sur la RTT, nous lancerons une grande consultation des partenaires sociaux autour de la généralisation des 35 heures aux PME et la possibilité d'aller à 32 heures sur une base d'accords d'entreprises volontaires. Nous mettrons en discussion une grande réforme de la formation tout au long de la vie pour aller vers un système attribuant à chacun un capital temps équivalent à huit ans de formation après 18 ans. Enfin, nous débattons avec les partenaires sociaux des réformes à entreprendre pour développer la syndicalisation dans les entreprises en France et renforcer la représentation des salariés.

LES GRANDES RÉFORMES : LES RECETTES

Une fiscalité plus écologique : 14,5 milliards

• L'objectif général est d'hisser en 5 ans la France au niveau du Danemark, le meilleur élève de l'Europe en matière de fiscalité écologique. Cette grande réforme fiscale écologique comprendra en 2012 :

- une "taxe sur les énergies non renouvelables", à savoir les énergies fossiles et nucléaires intégrant une taxation du carbone à 36 euros la tonne de CO2 : **12 milliards**

- l'harmonisation des niveaux de taxe énergétique de l'électricité, du gaz naturel, du charbon et du fioul sur le "mieux-disant" : **2,5 milliards**

Les 15,5 milliards de la fiscalité écologique seront intégralement recyclés dans l'économie au travers le financement des investissements verts dans le cadre du Fonds de conversion écologique, de chèques verts pour aider les ménages les moins aisés et éviter tout impact anti-redistributif de la fiscalité écologique, et de chèques verts entreprises pour aider au financement des investissements nécessaires à la conversion écologique.

Arrêter les dépenses anti écologiques : 3 milliards

Parmi lesquelles: arrêt de Notre Dame des Landes (**125 millions** en 2012) , autofinancement du bonus/malus automobile (**400 millions**), suppression en 5 ans de la niche fiscale sur le diesel (**1,5 milliard**), suppression de la niche fiscale sur les pesticides (**150 millions**)

Ne plus subventionner la précarité: 6,5 milliards

• Transformer les stages en apprentissage pour diminuer l'abus de stages en entreprises : **2 milliards**

• Réserver l'exonération de cotisations sur les bas salaires aux emplois en CDI et aux contrats d'au moins 120 heures par mois : **4,5 milliards**

Sortie du nucléaire : pas de surcoût pour l'Etat

La sortie du nucléaire et le développement des énergies renouvelables n'auront que peu de conséquences sur le budget de l'Etat. En effet, les moyens de production appartiennent à des opérateurs indépendants au plan budgétaire, qu'ils soient publics (EDF, régies municipales) ou privés (GDF-Suez...). Le soutien aux énergies renouvelables par le système de « tarif d'achat » ne passe pas par le budget de l'Etat, mais par une comptabilité spéciale avec la CSPE (contribution au service public de l'électricité). Les mesures ayant un réel impact sur le budget de l'Etat sont relatives à la maîtrise de l'énergie et doivent de toute façon être engagées quel que soit le mode de production d'électricité afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, réduire le coût de nos importations énergétiques et lutter contre la précarité énergétique.

Attaquer enfin les paradis fiscaux : 8 milliards

• Adopter en France l'équivalent de la nouvelle loi américaine contre le secret bancaire : **3 milliards**

• Réformer le système de prix de transfert permettant aux multinationales d'échapper à l'impôt : **2 milliards**

• Renforcer les contrôles par l'embauche ou la conversion de 2 000 agents : **3 milliards**

Une fiscalité pour une France plus juste : 23.8 milliards

Sur le revenu : 8,1 milliards

- Taxer le capital comme le travail en supprimant le prélèvement libératoire pour les revenus du capital : **2 milliards**
- Coup de rabet sur les niches fiscales touchant l'impôt sur le revenu : **4 milliards**
- Multiplier par cinq la taxe sur les logements vacants : **100 millions**
- Créer deux nouvelles tranches d'impôt sur le revenu : 60 % à partir de 100 000 euros de revenu par an, et 70 % à partir de 500 000 euros par an : **2 milliards**

Sur le patrimoine : 7,7 milliards

- Limiter l'exonération de l'ISF à la détention directe d'un capital productif : **5 milliards**
- Achever la suppression de la niche plus value immobilière (hors résidence principale) : **200 millions**
- Revenir en deux ans au taux moyen de taxation des successions qui était en vigueur en 2000, en rendant l'imposition plus progressive qu'aujourd'hui : **2,5 milliards**

Sur les entreprises : 8 milliards

- Réformer le crédit d'impôt recherche pour limiter les aides aux grandes entreprises et introduire des conditionnalités écologiques : **2 milliards**
- Instaurer un impôt plancher sur les bénéfices des sociétés à 17 % du bénéfice brut de façon à limiter toutes les opérations d'optimisation fiscale : **5 milliards**
- Taxe sur la rente pétrolière et gazière : **1 milliard**

Et aussi : 10,65 milliards

- Supprimer les exonérations sur les heures supplémentaires : **4 milliards**
- Supprimer la niche TVA restauration : **3 milliards**
- Introduire une taxe sur les profits des laboratoires et diminuer le prix de certains médicaments et le déremboursement des produits sans efficacité réelle : **1 milliard**

- Augmenter les taxes sur la publicité : **650 millions**
- Reporter ou annuler des investissements militaires dont le nouveau missile nucléaire M51.2 : **2 milliards** (2 autres milliards seront réaffectés pour améliorer les moyens de projection conventionnels et être moins dépendant de l'OTAN)

L'EUROPE FISCALE

Nous défendons une plus grande harmonisation fiscale en Europe pour mettre fin à l'absurde concurrence fiscale entre nous. Cette nouvelle politique permettra de collecter des recettes fiscales supplémentaires sur les facteurs économiques les plus mobiles comme le capital financier ou les bénéficiaires des sociétés multinationales. Mais, par prudence, nous n'avons pas intégré ces recettes dans le projet de budget 2012. Il en est de même pour la taxe sur les transactions financières. Cette nouvelle recette ne sera sans doute pas en place dès 2012 et par ailleurs les recettes de cette taxe doivent prioritairement aller dans les pays du Sud et alimenter le budget européen.

ET LA CSG ?

Nous souhaitons rendre la CSG progressive et la fusionner avec l'impôt sur le revenu de façon à ce que cette contribution soit plus juste. Comme il sera par ailleurs certainement nécessaire de l'augmenter pour financer le système de retraites par répartition et la dépendance, nous n'y touchons pas dans le cadre de ce budget 2012.

CE QUI NE COÛTE RIEN

Notre projet économique s'ancre dans la réalité budgétaire. Mais il ne se résume pas à des mesures ayant un coût budgétaire. Nous proposons également :

le prix progressif sur l'eau et sur l'énergie autofinancé par l'augmentation des prix sur les fortes consommations

des normes d'accès au marché pour stimuler les investissements verts des acteurs privés, entreprises et ménages

l'encadrement des loyers

la séparation des banques de dépôt et des banques d'investissements

joly2012.fr

BUDGET
2012
un new deal
écologique
et **social**

